



# Communistes



## *17 octobre 1961 : le massacre des algériens*

**L**e 17 octobre 1961, à l'appel du FLN (Front de Libération National) des milliers d'algériens descendent dans la rue. Ils protestent contre le couvre-feu qui leur est imposé par le préfet de police M. Papon au nom... de leur propre sécurité. La guerre d'Algérie est menée contre le peuple algérien par les forces de droite et par le parti socialiste de l'époque. Elle a fait des centaines de milliers de morts et s'achève dans un bain de sang voulu par les fascistes de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète). Ceux qui tirent les ficelles au nom des capitalistes français entendent signifier au FLN que l'indépendance ne signifie pas la fin des intérêts français en Algérie.

Dans ces conditions, les manifestations pour l'indépendance seront féroce­ment réprimées et ce sera le cas de cette manifestation du 17 octobre 1961. Des milliers de manifestants seront emprisonnés voire expulsés de France, des centaines seront tués de sang-froid. Ils seront tués par balle ou jetés à la Seine. La violence de la répression souleva une indignation réelle mais encore limitée. Des voix s'élevèrent pour condamner la répression, en particulier le journal « l'Humanité » qui fût censuré une nouvelle fois à cette occasion. La répression fut orchestrée par le Préfet de police M. Papon, ce dernier agissant sur instruction du pouvoir gaulliste de l'époque et de son gouvernement mené par G. Pompidou. Papon Préfet de la Gironde pendant l'occupation, fut un collaborateur notoire qui participa activement à l'élimination des juifs dans notre pays. Ce fut aussi un anti-communiste militant. C'est à ce titre que dès 1945, il sera mis à l'abri de l'épuration, comme beaucoup d'autres collaborateurs, par son transfert en Algérie où il y mènera la lutte contre l'émancipation du peuple algérien. Ses capacités politiques seront recherchées par les gouvernements de droite comme de gauche qui organisent la défense des intérêts coloniaux et capitalistes. Rappelons nous, F. Mitterrand et G. Mollet pour ne citer que les plus célèbres et qui considéraient que l'Algérie c'était la France. Papon devient préfet de police de Paris en 1958 après en avoir été le secrétaire général de 1951 à 1954 sous les ordres du Préfet Baylot, anti-communiste notoire qui a contribué à la réhabilitation d'un certain nombre de policiers collaborateurs. La répression était donc un choix politique délibéré et non un accident ou un dérapage malheureux comme certains l'ont écrit à propos de la journée du 17 octobre 1961. Dans le contexte de la guerre froide, l'anti-communisme comme la lutte contre la libération des peuples étaient liés à une vision stratégique des affrontements de classe à l'échelle planétaire.